

JAN LIBRACH

---

LA POLOGNE  
SANS LIBERTÉ

---

II  
24769

Extrait de la *REVUE DE PARIS* du 1<sup>er</sup> mai 1950

LIB  
099-943

Biblioteka Polska POSK  
w Londynie  
WYMIANA



## LA POLOGNE SANS LIBERTÉ

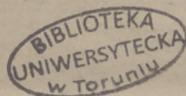
UNE brochure publiée en 1938 par l'Université de Paris commence par cette phrase caractéristique : « L'Institut français de Varsovie, qui a été inauguré le 27 avril 1925, est l'œuvre commune des Gouvernements français et polonais et des Universités de Paris et de Varsovie. » Aujourd'hui, quel contraste ! L'Institut français de Varsovie a été fermé par les autorités de Varsovie, les professeurs français arrêtés, puis déportés. L'œuvre de rapprochement intellectuel, perpétuant une tradition vieille de plusieurs siècles, a été brusquement interrompue. Des accusations fantaisistes contre l'Institut, l'Ambassade et les Consulats de France en Pologne ont été suivies de procès spectaculaires et de condamnations à de longues périodes de prison.

L'opinion française s'est émue à juste titre de ces brutalités et en demande l'explication. Il serait complètement erroné de la chercher sur le plan des relations réelles entre la France et la Pologne. Cette action antifrançaise est le fait de Moscou, qui agit sous le couvert du camouflage polonais. La nation polonaise ne peut pas faire entendre sa voix, comme ne le peuvent d'ailleurs les autres pays dominés par la Russie. La persécution du clergé catholique et protestant, l'action contre les hommes d'affaires et les journalistes britanniques et américains, et en particulier contre tous les postes diplomatiques et consulaires des pays démocratiques, procèdent du même souci primordial de couper les échanges traditionnels entre l'Europe centrale et l'Occident. La Russie communiste fait la guerre à la civilisation occidentale. Il ne faut donc pas s'y tromper : elle ne permettra pas que les idées passent librement là où l'homme est privé de liberté. De ce point de vue, les affinités profondes qui unissent la Pologne à la France doivent paraître bien dangereuses. Dans l'étude qui suit, on verra comment, par l'isolement, la russification et l'imposition du communisme, Moscou s'efforce de changer le vrai visage de la Pologne.

\* \*

Comme dans tous les pays auxquels on a imposé un régime communiste, il n'y a plus en Pologne de presse libre. C'est l'anecdote politique,

La vignette près du titre représente le monument de Mickiewicz, par Bourdelle, place de l'Alma.



1393373

La REVUE DE PARIS, 114, Champs-Élysées, PARIS (VIII<sup>e</sup>).

\*

toujours vivante à Varsovie, qui, passant de bouche à bouche, traduit aujourd'hui l'opinion publique. On répète, par exemple, aujourd'hui cette histoire : un des grands dignitaires du régime est sauvé par un jeune baigneur d'une noyade accidentelle dans la Vistule. Le dignitaire lui dit sa gratitude et lui promet un brillant avenir. « Assurez-moi un enterrement aux frais de l'État, répond le jeune homme. Lorsque mes compatriotes sauront à qui j'ai sauvé la vie, c'est le seul avenir qui me restera. »

L'anecdote est significative. On sait bien en Pologne que les dirigeants actuels ont passé leur vie au service du Komintern, et il n'y a pas d'illusion possible sur le rôle qu'ils jouent à Varsovie. Aussi le Belvédère, charmant palais de style Empire et résidence de M. Bierut, l'homme qui occupe dans le régime communiste polonais la plus haute position, est un des bâtiments les mieux gardés de Varsovie. Pilsudski y avait vécu pendant de longues années. On voyait souvent le vieux maréchal se promener seul, à pied, le long de l'avenue qui débouche sur le palais. Des écoliers aimaient à se mettre sur son passage, pour pouvoir dire à leurs petits camarades : « J'ai salué le Vieux Monsieur et il m'a répondu. » Mais M. Bierut ne se promène pas seul. Il est protégé par la police secrète, organisée sur le modèle soviétique.

\* \* \*

Il n'y a aucune différence morale entre l'occupation allemande et le régime communiste. Tout comme le régime allemand, le régime actuel tend à la destruction politique de la nation polonaise. L'opinion ne s'y trompe pas et, quand il n'y a pas d'oreilles indiscretes, on parle des deux occupations, et on les compare.

Les Allemands ont laissé en Pologne des blessures profondes. Villes détruites, campagnes dévastées, églises et musées pillés, industries démenagées, tout cela est encore visible aujourd'hui, malgré l'énergie avec laquelle les Polonais reconstruisent leur pays. Mais plus douloureuse encore que ces pertes matérielles, reste l'empreinte de la persécution des hommes. Les fusillades, les chambres à gaz, les rafles dans les rues, les déportations ont pris des proportions inconnues dans les territoires de l'Europe occidentale qui ont souffert de la même occupation. La réaction polonaise à ce cauchemar de brutalité et de cruauté fut héroïque. Une armée de l'intérieur de plus de trois cent cinquante mille hommes, un État clandestin avec une administration complète de près de vingt-cinq mille personnes et plusieurs millions d'adhérents plus ou moins actifs, la lutte aux côtés des armées soviétiques, enfin l'insurrection de Varsovie, telle fut sur le territoire polonais la réponse aux entreprises barbares de Hitler. Est-il besoin de rappeler que, hors de la Pologne, les Polonais se battirent sur tous les champs de bataille, de la Norvège à l'Égypte ? En France même, où les divisions polonaises ont lutté en 1940 et 1944, une organisation de résistance polonaise a été montée

dès le début de 1941. C'est ainsi que les pertes polonaises furent proportionnellement aussi grandes que celles de la Russie soviétique et plus grandes, même en chiffres absolus, que celles des autres pays alliés.

\* \* \*

Lorsque, au début de 1944, les armées soviétiques franchirent les frontières de la Pologne, il aurait pu sembler qu'à aucun moment de la longue histoire des relations polono-russes une réconciliation entre les deux nations, luttant toutes les deux contre l'Allemagne, n'était plus logique ni plus facile.

Mais ce n'étaient là qu'apparences. L'impérialisme russe et communiste ne voyait qu'une réalité : la possibilité de la conquête d'une Pologne à bout de forces et la marche vers l'Occident, interrompue en 1920 sous les murs de Varsovie. La Pologne était l'obstacle historique qu'il fallait franchir. Tout était préparé. Une équipe d'agents du Komintern, s'intitulant *Union des Patriotes polonais*, attendait son heure. Depuis 1940, la N.K.V.D. avait cherché des collaborateurs possibles parmi les quinze cent mille Polonais déportés en Russie et les cent quatre-vingt mille prisonniers de guerre, capturés en 1939, à l'époque de la collusion russo-allemande. Il est d'ailleurs surprenant que, parmi ces malheureux, soumis aux pires rigueurs des camps de travaux forcés, la police secrète russe n'ait pu trouver que si peu de partisans. Quoi qu'il en soit, la machine était prête. Appuyée sur la force de l'armée rouge, elle n'avait pas besoin de nombreux adhérents. En Pologne d'avant-guerre, le nombre des votants communistes n'avait jamais atteint 2 p. 100. Au moment où les armées soviétiques inondaient la Pologne dévastée par les Allemands, c'était suffisant pour faire main basse sur le pays.

\* \* \*

Voilà plus de quatre ans que cela dure. Ce qui frappe au premier abord, c'est la différence de méthode avec l'occupation allemande. Les Allemands interdisaient tout signe extérieur de sentiments patriotiques. Pour eux, la Pologne avait officiellement cessé d'exister. Pas de drapeaux, pas d'uniformes, pas de chants patriotiques. Il était même interdit de jouer du Chopin.

Les Russes ont pris le contre-pied de cette méthode. Ils ont « libéré » la Pologne, restitué l'État polonais. Rien ne manque à cette façade. Administration, armée, parlement, service diplomatique, étendards et orchestres. Tout est patriotique, blanc-rouge (couleurs polonaises), national et démocratique. Ce camouflage recouvre une réalité où, après quatre ans, aucun vestige de liberté n'a pu se maintenir. Mais, officiellement, il n'y a pas de communisme. Le parti communiste s'appelle « Parti ouvrier polonais » (on a ajouté le mot « unifié », après la liquidation

imposée du parti socialiste); l'adjectif « communiste » est remplacé le plus souvent par « socialiste » ou « progressiste ». D'autre part, les noms des vieilles organisations politiques, des partis, des organisations sociales et professionnelles ont été maintenus au début, malgré le changement du personnel politique, au profit des agents du régime. Leurs anciens dirigeants ont été écartés, ou emprisonnés, ou exécutés, ou simplement terrorisés. Une oppression systématique a été organisée, entrecoupée de déclarations haineuses des chefs du régime.

L'opération a commencé avec le désarmement, les arrestations et les fusillades dans les détachements de l'armée de l'intérieur, qui avaient combattu aux côtés des troupes soviétiques dès que celles-ci avaient franchi les frontières de la Pologne. Vint ensuite le procès des seize représentants de divers organes officiels de la Résistance, qui pendant cinq ans avaient dirigé la lutte clandestine contre l'Allemagne. Ils furent attirés sous le prétexte de négociations devant préluder à la formation d'un gouvernement polonais, transportés à Moscou, jugés et condamnés pour « sabotage ». Les nazis, s'ils avaient pu mettre la main sur eux, n'auraient pas fait mieux.

Avec l'occupation par l'armée rouge, une vague de persécutions déferla sur le pays. Les arrestations au cours des années 1945-1947 se chiffraient par dizaines de mille. En été 1946, le ministre de la Sécurité a parlé lui-même, dans une déclaration publique, de soixante-huit mille incarcérations. Des milliers d'hommes et de femmes furent fusillés, surtout à la campagne et, au début, souvent par des détachements soviétiques. On s'en prenait surtout à cette époque aux membres de l'armée de l'intérieur et à toute personne touchant de près ou de loin aux élites. Mais rapidement l'oppression s'étendit à toutes les classes de la population. Comme en Russie soviétique, le régime communiste polonais devait s'appuyer sur les deux piliers du communisme triomphant : la peur et la faim.

La peur vint la première. C'était plus facile à organiser et aussi plus logique, car il est évident que les maîtres communistes du régime polonais ont peur eux-mêmes. Ils ont peur de Staline, du Komintern, de la Russie, des purges dans le parti, peur de la trahison de leurs propres partisans ; ils ont peur de l'Occident, de l'émigration politique, des autorités légales polonaises qui résident à Londres, peur du général Anders, à la grande popularité duquel en Pologne leurs attaques quotidiennes ont d'ailleurs contribué. Ils ont peur surtout de la haine silencieuse dont la nation les entoure.

De cette peur, et du besoin de faire peur qu'elle engendre, est née une organisation policière énorme qui domine, pénètre et absorbe toutes les activités normales de l'administration. Un ministère de la Sécurité publique, indépendant du ministère de l'Intérieur, commande aux activités d'un Office de Sécurité publique, d'une milice civique avec un corps de volontaires de réserve et d'un corps de Sécurité intérieure. Avant la

guerre, il y avait en Pologne environ trente-deux mille membres de la police d'État. Selon les déclarations communistes officielles, la milice civique comptait à elle seule, en 1947, quarante-huit mille membres et la réserve volontaire de la milice, également armée, soixante-dix mille. Le corps de Sécurité intérieure joue un rôle analogue à celui des troupes de la N.K.V.D. (maintenant M.G.B.) en Russie soviétique, ou des S.S. de l'Allemagne hitlérienne. C'est l'enfant chéri du régime. Il est équipé de tanks et d'armes automatiques de tout calibre ; d'aucuns l'estiment à environ cent mille hommes. En ajoutant diverses formations spéciales, comme la police des forêts, des chemins de fer, des ports, du fisc, etc., on arrive au chiffre probable de deux cent cinquante mille fonctionnaires du Service de sécurité. Tout ce système travaille en liaison étroite avec la police secrète russe dont il dépend et qui a été l'organisation-mère, fournissant les premiers cadres, les instructeurs et, jusqu'à ce jour, de nombreux hauts fonctionnaires. Les hommes de l'Office de Sécurité sont présents partout ; il n'y a pas d'usine, de bureau gouvernemental, d'entreprise de quelque importance où il n'ait ses agents. Les membres du parti communiste ont l'obligation d'informer le Service de Sécurité de ce qui se passe autour d'eux. Dans certaines villes, l'échelon le plus bas de ce réseau d'espionnage est le Comité des locataires, qui fournit des rapports sur la vie quotidienne des habitants des grands immeubles.

Des sommes astronomiques sont dépensées pour l'entretien de cette organisation de sécurité. En 1947, elles étaient neuf fois plus importantes que celles destinées à la réparation des dommages de guerre (respectivement 3 978 millions de zlotys et 497 millions). Le budget des prisons de 1949 était sept fois plus grand que celui de 1948 ; il se chiffrait par 5 904 millions.

Des camps de travaux forcés existent depuis 1945. Leur emplacement a souvent changé. Pour comprendre l'impression que leur existence fait en Pologne, il suffit de dire qu'entre autres les fameux camps allemands de Oswiecim-Auschwitz et de Majdanek ont été utilisés par les communistes pour emprisonner des Polonais, surtout les membres de l'armée de l'intérieur.

\* \* \*

Comme en Russie soviétique, le procès politique est un des moyens favoris de l'action communiste. Depuis 1945, le nombre de ces procès va croissant. Membres éminents de groupements et des partis politiques, personnel de l'administration de l'État clandestin, membres de l'armée de l'intérieur, professeurs, prêtres, fonctionnaires, journalistes, maîtres d'école, techniciens, étudiants et même des écoliers en sont les victimes quotidiennes. Ils paraissent devant les tribunaux (où les juges sont des hommes désignés par le régime) et sont jugés selon des lois qui seraient inacceptables pour toute nation libre. Après des mois de prison préventive, ils font des aveux ridicules, s'accusant parfois de crimes, que

logiquement ils n'ont pas pu commettre, ou qui ne sont pas des crimes selon les lois normales de leur pays. Bien peu ont la force morale, et sans doute physique, de nier toute culpabilité, comme l'a fait à Moscou le national-démocrate Stypulkowski, ou de refuser toute réponse comme le vieux Puzak, secrétaire général du parti socialiste polonais, ou comme le colonel Lipinski, historien et ancien collaborateur de Pilsudski, qui a déclaré au tribunal étonné : « Je ne peux pas m'avouer coupable, car la lutte pour la liberté ne peut pas être qualifiée de crime. »

Le procès politique est loin d'être la seule arme dont le régime communiste fasse usage. Il pratique aussi l'emprisonnement « préventif », qui dure parfois des mois et même des années, et les déportations en Russie. Enfin, on signale maintes « disparitions ». Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les gens cherchent à s'enfuir, par centaines et par milliers.

\* \* \*

Cette vaste campagne de persécution et d'intimidation, cette organisation de la peur était une préparation indispensable à l'établissement de la Pologne « nouvelle, populaire et démocratique ». Les réformes économiques du régime communiste en sont un développement logique. Une des premières fut la réforme agraire de 1944, dont le but, selon la dialectique communiste, est de libérer les paysans de l'oppression économique de l'État bourgeois. En vertu d'un décret-loi, le régime a confisqué sans indemnité toutes les propriétés foncières au-dessus de cinquante hectares, en vue, disait-on, de distribuer les terres aux paysans. Il n'est pas sans intérêt de constater qu'après cinq ans de fonctionnement de cette réforme, la proportion des exploitations agricoles de moins de cinq hectares est presque la même (59 p. 100) qu'avant la guerre. Qu'a-t-on fait des propriétés confisquées ? Si la structure agricole du pays n'a pas changé, ou à peine, il faut conclure que les terres expropriées n'ont pas été distribuées aux paysans. Le fait est que l'État communiste exploite lui-même, directement, par un système de « sovkhoses », près de cinq mille anciennes propriétés agricoles, d'une superficie générale d'environ douze cent mille hectares. Il faut ajouter de vastes étendues exploitées par l'armée polonaise et l'armée rouge en Pologne. Au total, on estime que, sous une forme ou sous une autre, l'État administre près de 20 p. 100 des terres labourables. Par comparaison, on peut noter que dans la Pologne indépendante la réforme agraire, que beaucoup critiquaient pour sa lenteur, avait attribué à la petite propriété rurale près de trois millions d'hectares, en diminuant de 22 p. 100 le patrimoine de la grande propriété.

Mais tel n'est pas le but de la réforme communiste. En expropriant les propriétaires terriens, et en maintenant le nombre des exploitations à étendue insuffisante, ils ont contribué à prolétarianiser la campagne, dans

l'intention évidente de procéder, selon le modèle soviétique, à la collectivisation de la propriété agricole en général.

Suivant le modèle russe également, l'action contre le paysan aisé, le « koulak », a déjà commencé. C'est une classe considérée comme dangereuse à cause de son patriotisme et de son indépendance économique. D'ailleurs, cette catégorie de paysans, dont l'aisance, après les dommages subis au cours de la guerre, est toute relative, ne possède aujourd'hui que 3 p. 100 des exploitations agricoles. Mais on veut les faire disparaître.

\* \* \*

L'abolition de l'économie privée n'est pas limitée à l'agriculture. Le régime communiste a nationalisé toutes les entreprises industrielles, minières ou commerciales qui employaient plus de cinquante employés en une équipe. Les entreprises privées qui ont pu se maintenir après cette « réforme » sont systématiquement acculées à la faillite par une taxation arbitraire, par l'emprisonnement des propriétaires, par des confiscations avec ou sans prétexte.

L'argent, comme en Russie, n'a pas la même valeur pour tout le monde. Un système compliqué de primes et d'émoluments en nature fait dépendre le niveau de vie des travailleurs de leur attitude politique envers le régime. Dès 1945, toutes les économies ou avoirs légaux de la population furent liquidés par l'abolition, du jour au lendemain, du zloty dit « d'occupation ». L'échange ne permettait que 500 zlotys par personne — à peu près la valeur d'un kilogramme de graisse comestible. Les enfants étaient exclus. On liquida également de cette manière la plus grande partie des avoirs en banque et en argent comptant de nombreuses institutions sociales, de la Croix-Rouge, des associations d'assurances sociales, des hôpitaux, des écoles, des églises.

L'ouvrier, qui est officiellement le grand bénéficiaire du régime, ne peut atteindre un niveau de vie normal que lorsqu'il est membre du parti communiste. Sinon, il ne gagne en moyenne que 15 000 zlotys, alors que 25 000 zlotys sont indispensables pour subvenir aux besoins les plus modestes de sa famille. Il est donc mal payé et il n'a pas le droit de grève. Quand il se révolte ouvertement contre les conditions du travail, les troupes du Corps de Sécurité le font venir au chantier de force. Au besoin, elles font usage d'armes. Les organisateurs des grèves sont jugés à huis clos par des tribunaux militaires. Tout effort des ouvriers pour améliorer leur sort est dénoncé comme une atteinte à l'unité de la classe ouvrière.

\* \* \*

Ayant privé les Polonais de leur liberté individuelle et politique par la terreur et de leur indépendance économique par une série de confiscations avouées ou camouflées, le régime communiste préparait la der-

nière offensive, la plus importante, celle qui doit lui permettre de disposer de l'âme de ceux dont la vie matérielle et l'existence physique sont déjà à sa merci.

C'est là l'opération maîtresse, qui a pour but de couper les liens séculaires de la culture polonaise avec les deux sources principales de son développement : la chrétienté et la pensée occidentale. Il faut bien dire qu'au commencement le régime communiste a agi dans ce domaine avec subtilité et adresse. On a procédé par étapes relativement lentes, en cherchant à ménager les susceptibilités, à endormir la défiance. Cette tactique n'a pas été sans succès. Quelques intellectuels rescapés des exécutions allemandes s'y sont laissés prendre au début. Aujourd'hui aucune illusion n'est plus possible. Tout mot écrit, que ce soit dans un journal ou dans un livre, est soumis à la censure. L'État monopolise l'édition des livres et le colportage des journaux. Une organisation officielle, le « Lecteur » et un Comité « pour la propagation du livre » sont les maîtres absolus de l'imprimé. Une servilité totale à l'égard de la Russie soviétique est de rigueur. Les attaques contre « les fomentateurs de guerre occidentaux », contre « l'impérialisme et l'exploitation capitalistes » et la gratitude à la Russie « libératrice » sont les ornements indispensables de tout commentaire politique.

\* \*

Le personnel des écoles et des facultés est poussé par tous les moyens à enseigner la doctrine marxiste-staliniste. Plus de science objective, plus de science apolitique, plus de science occidentale. « Ex Oriente lux ». Ceux qui ne veulent pas se soumettre sont éloignés. Le ministre de l'Éducation, Strzeszewski, a déclaré qu'il faut « imprégner l'enseignement et les programmes des études d'un fond de marxisme ».

La réforme de l'enseignement supérieur (1947) a aboli l'autonomie des Universités. Ce qui reste de l'ancien personnel enseignant, décimé par les Allemands, est de plus en plus éliminé au bénéfice de jeunes gens dont le mérite scientifique n'est connu parfois que du parti communiste. L'accession à l'Université est devenue une opération politique.

Les manuels scolaires et universitaires sont rigoureusement révisés. Les éditeurs d'un dictionnaire de langue polonaise furent sévèrement réprimandés pour l'inclusion de certains mots « bourgeois » et l'omission de mots « marxistes ». C'est avec un acharnement particulier qu'on s'attaque aux manuels d'histoire de Pologne, qui sont falsifiés d'après les méthodes soviétiques connues.

Il s'agit donc d'un assaut général, livré au patriotisme et à l'intelligence de la jeunesse polonaise. On a créé dans ce but une organisation d'endoctrinement paramilitaire, le « Service pour la Pologne » où les jeunes gens de seize à vingt et un ans doivent faire un temps de service obligatoire. En 1949, plus d'un million et demi de jeunes gens des deux

sexes ont été soumis à cette obligation. Selon un des chefs communistes, le général Zarzycki, le vrai but de cette organisation est « de former un homme nouveau, adapté au nouveau régime ».

L'assaut ne serait pas complet, ni une victoire possible, si l'église catholique pouvait maintenir son rôle et son autorité morale sur la grande majorité de la population. La politique adoptée en Pologne dans ce domaine est celle qu'on voit appliquer dans les autres pays satellites. Mais la Pologne étant le plus grand pays catholique d'Europe centrale, la campagne communiste y était plus lente, plus circonspecte, plus hypocrite. Au cours de l'année 1949, la persécution du clergé catholique s'est rapidement intensifiée et prend aujourd'hui des proportions de plus en plus vastes.

\* \*

De toutes les victoires politiques remportées depuis la guerre par le communisme, l'occupation de la Pologne est la plus importante, celle qui aux yeux du Kremlin conditionne toutes les autres. Une Pologne indépendante couvre les voies d'accès au bassin du Danube, protège les Balkans au Sud et la Scandinavie au Nord, barre le chemin de l'Allemagne. C'est l'asservissement de la Pologne qui permet à la Russie soviétique de devenir l'arbitre du continent et fait surgir cette terrible menace qui pèse sur l'Occident.

Aussi rien n'a été laissé au hasard pour garantir au communisme le contrôle de ce bastion de la civilisation occidentale.

L'occupation politique est confiée à un groupe de collaborateurs dévoués, instruits à l'école du Komintern. L'occupation militaire est assurée par le maréchal Rokossowski. Dès la défaite de l'Allemagne, Rokossowski fut installé à Legnica en Silésie comme commandant des troupes soviétiques, protégeant les « lignes de communication » russes à travers la Pologne. Il était déjà de ce fait le vrai maître de l'armée polonaise. A la fin de 1949, il se vit désigné par Staline, dont il est l'homme de confiance, aux postes de ministre de la Défense nationale et de commandant en chef de l'armée polonaise.

Rokossowski a reçu mission d'intensifier l'action communiste aussi bien que l'effort de russification. Aussi celui-ci est-il devenu dernièrement de plus en plus apparent. L'armée et la police ont été particulièrement travaillées. Une des déclarations publiques de Rokossowski proclame la nécessité « d'approfondir le travail politique dans l'armée ». Une réorganisation énergique de l'armée a suivi. Il est intéressant de noter dans ce domaine la soumission à Rokossowski de l'état-major général, jusqu'ici indépendant du ministère de la Défense nationale, ainsi que du Corps de Sécurité intérieure qui relevait du ministre de Sécurité publique. Depuis l'accession de Rokossowski, le budget de son ministère pour 1950 a été augmenté de plus de 23 milliards de zlotys

par rapport à l'année précédente. Dernièrement, sur vingt titulaires des postes de commande dans l'armée, trois seulement étaient des communistes polonais ou d'anciens officiers polonais. Tous les autres sont des officiers soviétiques. Malgré cela, il est certain que l'état d'esprit dans l'armée polonaise, aussi bien dans le corps d'officiers que parmi la troupe, est loin d'être satisfaisant du point de vue communiste.

La nomination à Varsovie d'un maréchal de l'armée rouge, portant un nom polonais, a rendu plus blessant encore pour les patriotes le rôle joué par ce chef. Mais elle a révélé clairement le mécontentement qu'inspiraient à Moscou les résultats obtenus jusqu'à présent en Pologne par ses agents.

\* \* \*

Au cours des mille années de son histoire, la nation polonaise a survécu à plus d'un cataclysme et a développé des qualités d'endurance inconnues des nations plus heureuses. Malgré toute leur subtilité, les méthodes communistes sont une insulte à son intelligence. Aucun subterfuge ne parviendra à faire oublier aux Polonais ce dont on les a privés. Ni leur gloire passée, ni le sort de Wilno et de Lwow, ni ceux qui sont morts à Katyn. Ni surtout la liberté, pour laquelle ils ont toujours combattu.

Aux méthodes modernes de la technique d'asservissement, les Polonais répondent aujourd'hui par des formes nouvelles de résistance spirituelle. Cependant une constatation s'impose. Aussi longtemps que cette situation subsistera, la nation polonaise ne pourra être tenue pour responsable de ce qui se passe en Pologne, ni de ce qu'on fait, en abusant de son nom, sur le terrain international.

JAN LIBRACH



Biblioteka Główna UMK



300020981665